

Régist. du Commerce
N° 2407004
R.N.
R.S. 07 D 569

SCI DU 14 RUE DES ARCHIVES
Société civile immobilière au capital de 1 524,49 Euros
Siège Social : 125 rue Pasteur 59370 MONS EN BAROEUL
414 237 388 LILLE

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 8 JUILLET 2003**

L'an deux mille trois
Le 8 Juillet
A 10 Heures,

Les associés de SCI du 14 rue des Archives, société civile immobilière au capital de 1 524,49 Euros, divisé en 100 parts de 15,24 Euros chacune, se sont réunis en assemblée Générale Extraordinaire, 125 rue Pasteur 59370 MONS EN BAROEUL, sur convocation de la gérance ;

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

SCP HOLDING ERIC SAUVAGE	99 parts sociales
Monsieur Eric SAUVAGE	1 part sociale

Seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

Dès lors, l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise. L'assemblée est présidée par Monsieur Eric SAUVAGE, associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Nomination du nouveau gérant,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

E S

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

En remplacement de Monsieur Bertrand BULTEAU, démissionnaire suite à cession de parts, l'assemblée générale décide de nommer en qualité de Gérant, pour une durée illimitée :

Monsieur Eric SAUVAGE demeurant 2 bis rue du Pont d'Achelles 59910 BONDUES.

Le gérant exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier corrélativement les statuts ainsi qu'il suit :

ARTICLE 6 – APPORTS

Il est apporté à la société :

- Par la SCP HOLDING ERIC SAUVAGE la somme de 1509,25 Euros
- Par Monsieur Eric SAUVAGE la somme de 15,24 Euros

Soit la somme totale de 1 524,49 Euros

Laquelle somme sera versée dans la caisse sociale au fur et à mesure des besoins de la société.

ARTICLE 17 – GERANCE : NOMINATION ET DUREE DES FONCTIONS

Le paragraphe suivant est supprimé suite à nomination d'un nouveau gérant soit :

« Le premier gérant de la société est Monsieur Bertrand Bulteau, demeurant à LINSELLES (59126), Ferme des Fichaux, chemin de la grange, présent et intervenant, qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées. »

Le reste de l'article reste sans changement.

ES

ARTICLE 28 – AFFECTATION DES RESULTATS

Cet article est modifié et remplacé par :

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales ainsi que tous amortissements et de toutes provisions.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Toutefois, avant toute distribution de ce bénéfice sous forme de dividendes proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, les associés peuvent décider de prélever toutes sommes qu'ils jugeront convenables pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserves ou encore pour les reporter à nouveau.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués

Les modalités de mise en paiement des sommes prélevées sont fixées par les associés ou, à défaut, par le gérance.

Les pertes, s'il en existe, s'imputent d'abord sur les bénéfices non encore répartis, ensuite sur les réserves ; le solde, s'il y a lieu est affecté en report à nouveau.

ARTICLE 34 – PUBLICITE

Cet article est modifié et remplacé par :

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant.

EB

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Société SCI 14 RUE DES ARCHIVES (ci-après dénommée « la Société ») a pour objet :

- L'acquisition, la propriété, l'administration, la gestion, l'exploitation par bail, location ou autrement et la vente de tous immeubles, terrains et bâtiments affectés à tous usages.
- Et généralement toutes opérations civiles se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

La durée de la Société a été fixée à 99 ans, qui expire le 21 Octobre 2096.

Son capital s'élève à la somme de 1.524,49 € divisé en 100 parts sociales, toutes de même valeur nominale, entièrement libérées et réparties ainsi :

- | | |
|-------------------------------------|----------|
| - La société HOLDING GROUPE BULTEAU | 98 parts |
| - Monsieur Bertrand BULTEAU | 1 part |
| - Monsieur Stéphane BULTEAU | 1 part |

TOTAL des parts sociales **100 parts**

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CESSION

Par les présentes, les Cédants cèdent et transportent, sous les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendues en pareille matière, aux Cessionnaires qui acceptent, les parts sociales de la Société qui leur appartiennent, avec tous les droits et obligations y attachés, à savoir :

- La Société HOLDING GROUPE BULTEAU : QUATRE-VINGT DIX HUIT (98) parts sociales de la Société à la SCP HOLDING ERIC SAUVAGE ;
- Monsieur Bertrand BULTEAU : UNE (1) part sociale de la Société à la SCP HOLDING ERIC SAUVAGE ;
- Monsieur Stéphane BULTEAU : UNE (1) part sociale de la Société à Monsieur Eric SAUVAGE.

Les Cessionnaires seront propriétaires et auront la jouissance des parts qui leur sont cédées à compter de la date de réalisation de la condition suspensive visée ci-dessous. Ils seront subrogés dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à compter de cette même date.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

SUB

ET 2
S

BIB
BIB

PRIX

Les présentes cessions sont consenties et acceptées moyennant le prix global de VINGT SIX MILLE QUATRE CENT QUINZE EUROS (26.415,00 €), le prix unitaire de la part sociale étant fixé à DEUX CENT SOIXANTE QUATRE EUROS ET QUINZE CENTIMES (264,15 €).

Les Cédants reconnaissent avoir reçu ce prix ce jour, par chèques des Cessionnaires, sous réserve d'encaissement de ceux-ci, et ainsi qu'il suit :

- La SCP HOLDING ERIC SAUVAGE a versé :
25.886,70 € à la Société HOLDING GROUPE BULTEAU,
264,15 € à Monsieur Bertrand BULTEAU.
- Monsieur Eric SAUVAGE a versé 264,15 € à Monsieur Stéphane BULTEAU.

Et ils leur en donnent bonne et valable quittance,

DONT QUITTANCE.

AGREMENT – MODIFICATION STATUTAIRE

Aux termes d'une décision en date du 23 juin 2003, la collectivité des associés a autorisé les cessions de parts ci-dessus constatées, et agréé les Cessionnaires en qualité d'associés de la Société.

Par la même décision, la collectivité des associés a autorisé la modification des statuts en substituant les Cessionnaires aux Cédants dans les limites des présentes cessions, sous condition suspensive de la réalisation de ces cessions et de leur signification à la Société.

DECLARATIONS

Les Cédants déclarent :

- que la Société n'est assujettie à aucune procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure pouvant faire obstacle aux cessions ou réduire leur valeur ;
- que toutes les informations révélées par eux aux Cessionnaires, et notamment celles contenues aux présentes, étaient sincères et véritables à la date de leur révélation et le demeurent.

ENGAGEMENTS PARTICULIERS DES CESSIONNAIRES

Les Cessionnaires s'engagent à :

- rembourser à la société HOLDING GROUPE BULTEAU, au jour des présentes cessions, le montant figurant au compte courant ouvert à son nom dans les livres de la Société, soit 135.552,81 €
- prendre à leur charge et respecter dans toutes leurs dispositions les engagements souscrits par la Société auprès de l'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat), en

SUB 3 BB
 BIB

contrepartie de la subvention pour travaux accordée par celle-ci et versée en date du 13 décembre 2002

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Pour la perception des droits d'enregistrement, les Cédants attestent que les parts, objet des présentes cessions, ont été créées en vue de rémunérer les apports en nature effectués à la Société.

Ils déclarent en outre que les présentes cessions n'entraînent pas de dissolution de la Société.

OPPOSABILITE DE L'ACTE DE CESSION A LA SOCIETE

Conformément à l'article 11 des statuts, les présentes cessions de parts seront rendues opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil.

FRAIS

Les frais et droits d'enregistrement des présentes cessions et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par les Cessionnaires qui s'y obligent.

REMISE DE PIECES

Les Cessionnaires reconnaissent avoir reçu tous les documents relatifs à la Société, et notamment :

- les statuts et autres documents se rapportant à la constitution de la Société et aux modifications statutaires ;
- La démission de Mr Bertrand BULTEAU de son mandat de gérant de la société
- la liste des associés mise à jour ;
- le contrat d'emprunt conclu avec la CAIXABANK et tous les documents annexes ;
- les documents relatifs à la subvention pour travaux versée par l'ANAH, et notamment la liste des engagements du demandeur.

INTERVENTION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS

Est intervenue au présent acte Madame Pascale CAMPION, mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à Monsieur Eric SAUVAGE, Cessionnaire et apporteur de deniers dépendant de la communauté de biens existant entre eux.

Madame Pascale CAMPION reconnaît avoir été avertie, en application de l'article 1832-2 du Code civil, de la cession envisagée au profit de Monsieur Eric SAUVAGE et de la possibilité qui lui est offerte d'acquérir personnellement la qualité d'associée dans la Société pour la moitié des parts acquises.

SUB ES 4 BUB
ES BUB

Madame Pascale CAMPION déclare ne pas avoir l'intention de devenir personnellement associée et renoncer pour l'avenir à revendiquer la qualité d'associée, la qualité d'associé devant être reconnue de ce fait à son conjoint pour la totalité des parts acquises.

FAIT A *Roubaix*

LE *8/7/03*

EN HUIT EXEMPLAIRES.

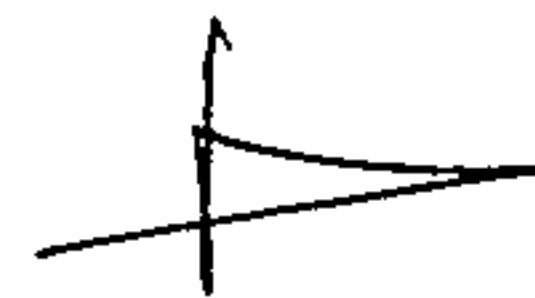
LES CEDANTS

La société HOLDING GROUPE BULTEAU

Monsieur Bertrand BULTEAU

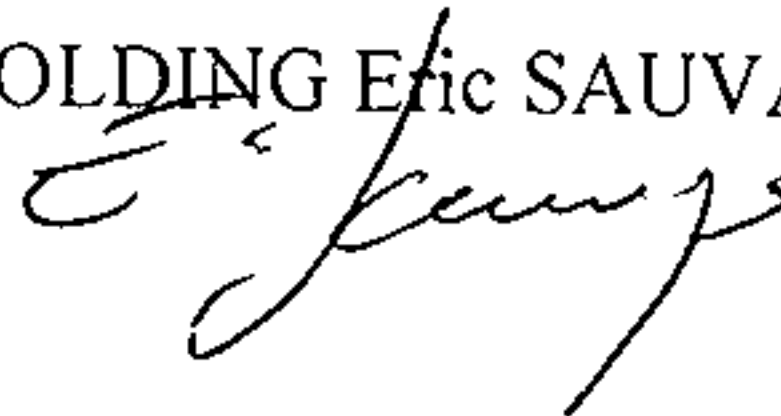


Monsieur Stéphane BULTEAU



LES CESSIONNAIRES

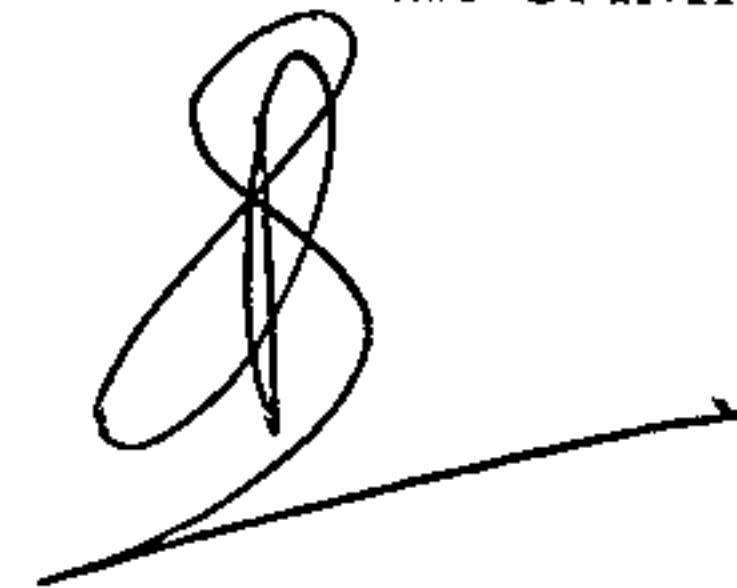
La SCP HOLDING Eric SAUVAGE



Monsieur Eric SAUVAGE



Madame Pascale CAMPION



Enregistré à : RECETTE DE LILLE-EST

Le 22/07/2003 Bordereau n°2003/255 Case n°2

Ext 437


Enregistrement : 1 268 €

Timbre : 75 €

Total liquidé : mille trois cent quarante-trois euros

Montant reçu : mille trois cent quarante-trois euros

Totalement

 **WALTER VOLPATO B.**
Agent d'Assiette

SCI DU 14 RUE DES ARCHIVES
Société Civile Immobilière au capital de 1 524,49 Euros
Siège social : 125 rue Pasteur 59370 MONS EN BAROEUL
414 237 388 LILLE

STATUTS
MIS A JOUR APRES LES A.G.E.
DU 23/06/03 ET 08/07/03

TITRE PREMIER

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les dispositions du titre IX du livre III du Code Civil et par les textes d'application subséquents ainsi que les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- l'acquisition, la propriété, l'administration, la gestion, l'exploitation par bail, location ou autrement et la vente de tous immeubles, terrains et bâtiments affectés à tous usages.
- Et généralement toutes opérations civiles se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La société prend la dénomination suivante : **SCI DU 14 RUE DES ARCHIVES**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie, de manière lisible, une fois au moins, des mots « Société Civile » suivie de l'indication du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 125 rue Pasteur 59370 MONS EN BAROEUL

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département par simple décision de la gérance qui, dans ce cas, est autorisée à modifier les statuts en conséquence et partout ailleurs, sur décision extraordinaire de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La durée de la société peut être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre vingt dix neuf ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

La décision de prorogation est prise à la majorité prévue pour la modification des statuts.

La société n'est pas dissoute par le décès, ni par la déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation des biens, le redressement judiciaire d'un associé.

TITRE DEUXIEME

APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est apporté à la société :

- | | |
|---|---------------|
| - Par la SCP Holding Eric Sauvage la somme de | 1509,25 Euros |
| - Par Monsieur Eric SAUVAGE la somme de | 15,24 Euros |

Soit la somme totale de 1524,49 Euros.

Laquelle somme sera versée dans la caisse sociale au fur et à mesure des besoins de la société.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de 1 524,49 Euros, montant des apports ci-dessus.
Il est divisé en cent (100) parts sociales, numérotées 1 à 100.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

S.C.P. HOLDING ERIC SAUVAGE.....	99 parts sociales
Monsieur Eric SAUVAGE.....	1 part sociale

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 100 parts sociales

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont intégralement libérées.

es s

ARTICLE 8 – AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces ; mais, les attributaires, s'ils n'ont déjà la qualité d'associé, devront être agréés.

Il peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de ladite collectivité, être augmenté, en une ou plusieurs fois, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou bénéfices, par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes, ou création de parts nouvelles.

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation du capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles conformément à l'article 1690 du Code Civil sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions prévues à l'article 11 ci-après.

L'augmentation du capital est réalisée nonobstant l'existence de rompus et les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription pour souscrire un nombre entier de parts nouvelles doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits. Ces cessions ou acquisitions ont lieu librement entre associés.

En cas d'exercice partiel du droit de souscription par un associé, les parts non souscrites par lui peuvent être souscrites librement par ses co-associés ou certains d'entre eux, proportionnellement à leurs droits dans le capital social et dans la limite de leur demande.

Si toutes les parts ne sont pas souscrites à titre réductible, les parts restantes pourront être souscrites par des tiers étrangers à la société à condition que ceux-ci soient agréés par les associés, à défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Le droit préférentiel de souscription est exercé dans les formes et délais fixés par la gérance sans toutefois que le délai imparti aux associés pour souscrire ou proposer un cessionnaire de leurs droits puisse être inférieur à 30 jours.

Les associés pourront, lors de la décision afférente à l'augmentation du capital renoncer, en tout ou partie, à leur droit préférentiel de souscription.

ARTICLE 9 – REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat de parts, de réduction de leur montant ou de leur nombre, avec obligation, s'il y a lieu, de cession ou d'achat de parts anciennes pour permettre l'opération.

ARTICLE 10 – REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présentes, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties, constatées et publiées.

ARTICLE 11 – CESSIION ENTRE VIFS DES PARTS SOCIALES

1° - Constatation des cessions de parts

La cession des parts doit être constatée par écrit sous seing privé ou notarié. Cet écrit sera daté et précisera le nom et les prénoms du cédant et du cessionnaire, le nombre et la valeur des parts cédées, le prix de cession.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la société, les cessions faites par l'un d'eux ou l'autre, pour être valables, doivent résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

La cession est rendue opposable à la société par la voie, soit d'une signification par acte extrajudiciaire, soit par son acceptation par la société dans un acte authentique.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication.

2° - Agrément

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Toutes autres cessions ne peuvent être réalisées qu'après agrément du cessionnaire proposé, par la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 24 ci-après.

A l'effet d'obtenir ce consentement, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts sociales doit notifier le projet de cession à la société et chacun des co-associés, par lettre recommandée ou par acte extrajudiciaire, en indiquant les prénoms, nom, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts à céder et demander l'agrément dudit cessionnaire.

Dans les 15 jours de la notification du projet de cession à la société, la gérance doit convoquer les associés en assemblée à l'effet de statuer sur la demande d'agrément.

La décision des associés n'est pas motivée et la gérance notifie dans les huit jours le résultat du vote de l'assemblée à l'associé vendeur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, les associés peuvent se porter acquéreurs des parts du cédant ; en cas de pluralité d'offres, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient au jour de la notification du projet de cession.

ES ES

Si aucun associé ne se porte acquéreur comme dans le cas où les offres d'achat ne portent pas sur la totalité des parts dont le projet de cession n'a pas été agréé, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité ou peut, elle-même, procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil, sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre de rachat n'est faite au cédant dans un délai de trois mois de la dernière des notifications faites par le cédant, l'agrément à la cession est réputé acquis à moins que les autres associés ne décident, dans ce même délai, la dissolution anticipée de la société. Le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite cession.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans le mois de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à tous les cas de cession entres vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie de fusion ou d'apport ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation.

ARTICLE 12 – NANTISSEMENT – REALISATION FORCEEE

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par acte authentique, soit par acte sous signatures privées, signifiée à la société ou accepté par elle dans un acte authentique et donnant lieu à une publicité dont la date détermine le rang des créanciers nantis. Ceux dont les titres sont publiés le même jour viennent en concurrence. Le privilège du créancier gagiste subsiste, sur les droits sociaux nantis, par le seul fait de la publication du nantissement.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à une cession de parts selon la procédure décrite à l'article 11.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours, à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement. Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter elle-même les parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit être notifiée un mois avant la vente, comme indiqué ci-dessus, aux associés et à la société.

Les associés peuvent dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts comme en matière de cession. Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue en matière de nantissement. Le non-exercice de cette faculté emporte l'agrément de l'acquéreur.

ARTICLE 13 – DECES OU RETRAIT D'UN ASSOCIE

1° - Décès

La qualité d'associé est transmise aux héritiers et légataires d'un associé décédé, à son conjoint commun en biens attributaires de parts communes à la condition qu'ils obtiennent l'agrément des autres associés représentant les trois quarts du capital..

L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

A défaut d'agrément, il est fait application des dispositions de l'article 1870-1 du Code Civil, la valeur de remboursement des parts sociales étant fixé au jour du décès.

La société peut mettre les héritiers en demeure de présenter leur demande d'agrément dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs qualités.

La demande d'agrément doit être formulée par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une demande d'agrément doit être faite pour chaque héritier de l'associé décédé.

2° - Retrait d'un associé

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société après autorisation donnée par une décision unanime des autres associés.

Le retrait pourra être également autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

L'associé qui se retire, a droit au remboursement de ses parts dont la valeur, à défaut d'accord amiable, sera fixée par expertise conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 14 – DROITS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de se faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter, lequel mandataire pourra ne pas être un associé.

Si une part est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toute décision n'emportant pas modification des statuts. Il appartient au nu-propiétaire pour toutes autres décisions.

Les héritiers, ayants-droit d'un créancier, d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

ARTICLE 15 – RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Vis à vis des créanciers sociaux, chacun des associés n'est tenu indéfiniment des dettes sociales que dans la proportion du nombre de parts qu'il possède à la date d'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements conformément aux dispositions de l'article 1857 du Code Civil.

L'associé qui n'a apporté que son industrie est tenu comme celui dont la participation dans le capital social est la plus faible.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale. Toutefois, dans tous les actes contenant des engagements au nom de la société, la gérance devra, sous sa responsabilité, obtenir des créanciers la renonciation formelle du droit d'exercer une action personnelle contre les associés de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent, par suite de cette renonciation, intenter d'actions et de poursuites que contre la société et sur les biens lui appartenant.

ARTICLE 16 – DECONFITURE, FAILLITE PERSONNELLE, LIQUIDATION DES BIENS OU REDRESSEMENT JUDICIAIRE D'UN ASSOCIE

S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation des biens ou redressement judiciaire atteignant un associé et à moins que les autres ne décident à l'unanimité de dissoudre la société, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé. La valeur des droits sociaux à rembourser est déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

25/05

TITRE TROISIEME

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 – GERANCE : NOMINATION ET DUREE DES FONCTIONS

1° - La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, désignés par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

2° - Les fonctions de gérant ont une durée non limitée. Elles cessent par son décès, sa déconfiture, sa faillite personnelle, sa mise en liquidation des biens, son redressement judiciaire, sa démission ou sa révocation.

Le décès, la démission ou la révocation d'un gérant, associé ou non, n'entraînent ni la dissolution de la société, ni, en cas de démission ou de révocation d'un gérant associé, le droit pour celui-ci de se retirer de la société. Un nouveau gérant est alors nommé par la collectivité des associés convoquée d'urgence par le gérant démissionnaire ou, à défaut, ainsi que dans les autres cas, par un mandataire de justice nommé à la requête de l'associé le plus diligent.

3° - Le gérant est révocable au cours de son mandat par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

Le gérant est également révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

4° - Si pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Si la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au Tribunal de prononcer la dissolution de la société .

ARTICLE 18 – POUVOIRS DE LA GERANCE

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant jouit des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire ou autoriser tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, chacun exerce séparément ses pouvoirs, sauf le droit de chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue. Mais l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoirs.

ARTICLE 19 – REMUNERATION DE LA GERANCE

En rémunération de leurs fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, les gérants ont droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par la collectivité des associés.

Les gérants ont droit, en outre, au remboursement de leurs frais de représentation et de déplacements.

ARTICLE 20 – RESPONSABILITE DU GERANT

Indépendamment de la responsabilité qu'il encourt, s'il est associé, chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises par sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Dans leurs rapports entre eux, le Tribunal détermine la part contributive de chacun dans la répartition du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

TITRE QUATRIEME

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 21 – OBJET

Les décisions collectives des associés ont notamment pour objet d'approuver les comptes sociaux, d'autoriser les gérants pour des opérations excédant leurs pouvoirs, de nommer et révoquer les gérants et modifier les statuts.

ARTICLE 22 – MODES DE CONSULTATION

I – La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une Assemblée Générale, soit d'une consultation par correspondance. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

A – Assemblée générale

L'assemblée générale est convoquée par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Tout associé non gérant peut, à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Sauf si la question posée porte sur le retard du gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque le gérant accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la plus prochaine assemblée .

Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés. Cette lettre indique l'ordre du jour de l'assemblée de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Ces documents peuvent leur être adressés sur demande, à leurs frais, par lettre recommandée.

L'assemblée est présidée par le gérant ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Il ne peut être mis en délibération que les questions inscrites à l'ordre du jour, sauf si tous les associés sont présents.

La délibération est constatée par un procès verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le gérant et, le cas échéant, par le Président de séance. A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur ce procès verbal.

B - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressées à chacun de ceux-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.



II - Tout associé a droit de participer aux décisions quels que soient la nature et le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.
Tout associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.

III - Les procès-verbaux sont établis sur un registre côté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées conformément à la loi.
Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ARTICLE 23 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires, ni l'agrément de nouveaux associés, étant précisé que la nomination et la révocation des gérants, même statutaires, sont de leur compétence.

Chaque année la gérance doit rendre compte de la gestion aux associés, ainsi qu'il est dit à l'article 27 ci-après.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quelque soit la proportion du capital représentée.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 24 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en une forme de société dans laquelle les associés voient leur responsabilité aggravée,
- par les associés représentant au moins les deux tiers du capital social pour toutes autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 25 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Les associés ont le droit d'obtenir au moins une fois par an communication des livres et documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander à la société la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jours de la demande. La gérance doit annexer à ce document la liste mise à jour des associés, ainsi que des gérants.

Lors de tout consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chaque associé non gérant a droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la réglementation en vigueur.

TITRE CINQUIEME

EXERCICE SOCIAL – COMPTES – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 26 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier, et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le premier exercice se terminera le trente et un décembre 1998.

ARTICLE 27 – COMPTES – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

A la clôture de chaque exercice, il est dressé par les soins de la gérance, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société, un compte de résultat et un bilan de la société.

La gérance doit, au moins une fois par an, rendre compte de sa gestion aux associés.

Cette reddition des comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé, comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Ce rapport, ainsi que les documents ci-dessus, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ces mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés sont réunis dans les 6 mois de la clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation du résultat.

EA

ARTICLE 28 – AFFECTATION DES RESULTATS

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales ainsi que tous amortissements et de toutes provisions.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Toutefois, avant toute distribution de ce bénéfice sous forme de dividendes proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, les associés peuvent décider de prélever toutes sommes qu'ils jugeront convenables pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserves ou encore pour les reporter à nouveau.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués

Les modalités de mise en paiement des sommes prélevées sont fixées par les associés ou, à défaut, par le gérance.

Les pertes, s'il en existe, s'imputent d'abord sur les bénéfices non encore répartis, ensuite sur les réserves ; le solde, s'il y a lieu est affecté en report à nouveau.

TITRE SIXIEME

DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 29 – TRANSFORMATION

La transformation de la société en une société en nom collectif ou en commandite simple ou par actions, appelle l'accord unanime des associés donné en assemblée.

La transformation en société à responsabilité limitée ou en société anonyme est prononcée en assemblée dans les conditions d'une décision extraordinaire.

La décision de transformation est prise au vu d'un rapport du gérant apportant toute précision sur le projet de transformation.

La transformation de la société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

ARTICLE 30 – DISSOLUTION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La réunion de toutes les parts en une même main n'emporte pas dissolution de la société.

A compter de la dissolution de la société, la mention « société en liquidation », ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

E *E*

ARTICLE 31 – LIQUIDATION

Le liquidateur est désigné par la collectivité des associés statuant comme en matière ordinaire ou à défaut par décision de justice à la demande de tout intéressé.

L'acte de nomination définit ses pouvoirs et sa rémunération.

Pendant la liquidation, les associés peuvent prendre des décisions ordinaires ou extraordinaires afférentes à la liquidation.

Une fois par an, le liquidateur rend compte de sa gestion aux associés sous forme d'un rapport écrit.

La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de la liquidation.

A défaut d'approbation ou de consultation des associés, il est statué sur les comptes et sur la clôture de la liquidation par décision de justice à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices. Les règles concernant le partage des successions y compris l'attribution préférentielle s'appliquent au partage entre associés.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal, qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

TITRE SEPTIEME

PERSONNALITE MORALE – PUBLICITE - CONTESTATIONS

ARTICLE 32 – PERSONNALITE MORALE

La société jouit de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du commerce et de sociétés jusqu'à la publication de la clôture de la liquidation.

ARTICLE 33 – REPRISE D'ENGAGEMENTS

Préalablement à la signature des statuts, Monsieur Bertrand BULTEAU a présenté aux souscripteurs, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 3 juillet 1978, l'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société.

Cet état est annexé aux statuts et la signature de ces derniers, emportera reprise des engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ES ES

ARTICLE 34 – PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales.

ARTICLE 35 – FRAIS

Les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la société, seront portés au compte de frais généraux et amortis dans la première année et en tous cas, avant toute distribution de bénéfices.

ARTICLE 36 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre associés, soit entre les associés, le ou les gérants et la société, seront soumises à la juridiction des Tribunaux de Grande Instance compétents.

FAIT EN 6 EXEMPLAIRES ORIGINAUX

A MONS EN BAROEUL

LE 8 JUILLET 2003

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'E. Jancy', written in a cursive style.